



POSTE : Expert(e) provincial(e) en plaidoyer auprès de la société civile et du gouvernement

Contexte

Le *Programme d'Appui à la Redevabilité et à l'Inclusion (PARI) - Technical Assistance and Civil Society Support (TACS)* (« PARI-TACS RDC ») est un programme financé par le FCDO (Foreign, Commonwealth and Development Office) à hauteur de 9,5 millions de livres sterling et s'étalant de décembre 2024 à mars 2027 pour soutenir la responsabilité et l'inclusion en République Démocratique du Congo (RDC). Il est mis en œuvre par Cowater International.

Le programme PARI-TACS vise à améliorer la gestion des finances publiques (GFP) et la gouvernance de la prestation de services au niveau provincial, en renforçant la capacité des administrations provinciales et locales à fournir des services et en renforçant la capacité de la société civile à responsabiliser les administrations provinciales et locales dans la fourniture de ces services. Les données montrent que pour soutenir l'amélioration de la prestation de services et de la GFP, il est nécessaire de soutenir les interventions axées sur l'offre (gouvernement) et la demande (société civile).

PARI-TACS se concentrera activement sur l'amélioration de l'inclusion des femmes et des autres groupes marginalisés dans la GFP et la gouvernance des prestations de services. Le projet se concentrera principalement sur le niveau décentralisé de la province du Kasaï, au centre de la RDC, avec la possibilité de s'étendre à d'autres provinces pendant la phase de mise en œuvre. Il se concentrera principalement sur la gouvernance des secteurs de la santé et de l'éducation, avec la possibilité d'inclure des interventions de gouvernance liées à l'économie verte sous certaines conditions.

PARI-TACS a été créé dans le but de fournir des conseils et une assistance techniques indépendants de qualité pour atteindre les trois objectifs de résultat suivants :

- **Objectif de résultat 1 :** Améliorer la gestion des finances publiques (GFP) et la gouvernance de la prestation des services au sein du gouvernement provincial et des institutions provinciales de contrôle et de surveillance (c.-à-d. les assemblées provinciales, la commission ECOFIN).
- **Objectif de résultat 2 :** Renforcer les mécanismes de gouvernance citoyenne et communautaire locale, y compris la participation des femmes et d'autres groupes marginalisés aux systèmes nationaux, provinciaux et locaux de gestion et de prestation de services financiers (interventions du côté de la demande).
- **Objectif de résultat 3 :** Influencer et soutenir le gouvernement national et les partenaires internationaux en faveur de la décentralisation financière afin d'améliorer l'efficacité et la transparence de la prestation de services (résultats du côté de l'offre).

Aperçu

L'expert(e) provincial(e) en plaidoyer auprès de la société civile et du gouvernement (ci-après Provincial CSGA Expert ou Provincial Civil Society & Government Advocacy Expert) fournira une expertise sur le terrain pour renforcer les relations entre la société civile et le gouvernement, favoriser des pratiques de gouvernance inclusives et soutenir les efforts de plaidoyer des organisations de la société civile (OSC) aux niveaux provincial et local.

En étroite collaboration avec l'expert(e) principal(e) CSGA basé à Kinshasa et le conseiller en OSC (qui fournit une orientation stratégique), l'expert(e) provincial(e) CSGA mettra en œuvre les activités de la composante 2 au Kasai et dans d'autres provinces selon les besoins, en garantissant la pertinence, l'appropriation et la réactivité aux réalités locales.

Objectifs de la mission

Les objectifs de l'expert(e) provincial(e) CSGA sont les suivants :

- Aider les OSC à développer leurs capacités institutionnelles et organisationnelles internes et à construire des cadres structurés de coalitions d'OSC.
- Fournir des conseils techniques pour renforcer les capacités des OSC en matière de GFP, de suivi, de plaidoyer, de responsabilisation et d'engagement constructif avec les institutions gouvernementales.
- Favoriser l'inclusion générale, en veillant à ce que les femmes, les jeunes et les autres groupes marginalisés soient au cœur des approches de la composante 2, en étroite collaboration avec le spécialiste en Égalité des genres, handicap et inclusion sociale (GEDSI - Gender Equality, Disability and Social Inclusion).
- Collaborer avec l'expert principal CSGA basé à Kinshasa et l'équipe GFP, en encadrant et en co-développant des outils, des approches et des cadres de mise en œuvre.

Étendue des travaux

Engagement de la société civile et du gouvernement

- Faciliter des plateformes de dialogue régulières entre les OSC, le gouvernement provincial, les assemblées provinciales, les organismes de surveillance, les entités territoriales décentralisées (ETD), les prestataires de services publics et les bénéficiaires.
- Aider les OSC à s'engager de manière constructive avec les acteurs gouvernementaux sur les questions de gouvernance et de prestation de services.
- Encourager l'institutionnalisation de la participation de la société civile aux processus décisionnels provinciaux.

Soutien au plaidoyer et à la responsabilisation

- Contribuer au développement de la formation sur mesure visant à renforcer les capacités des OSC en matière de GFP.
- Fournir un mentorat et un encadrement pratiques aux OSC sur l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de plaidoyer dans les secteurs de la santé et de l'éducation.
- Encourager les OSC à utiliser les preuves et les données générées par les citoyens pour renforcer les efforts de suivi et de plaidoyer.
- Faciliter la collaboration et la création de coalitions au sein des OSC pour amplifier les voix de plaidoyer collectif.

Appui aux ETD et à la gouvernance locale

- Aider les ETD à renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des ressources.
- Aider les ETD à mobiliser les communautés pour garantir que la prestation de services reflète les priorités des citoyens.
- Promouvoir des approches participatives qui renforcent la confiance entre les ETD, les OSC et les citoyens.

Inclusion et collaboration

- Travailler avec les spécialistes de la GFP et du GEDSI pour garantir que les activités des OSC et les plateformes de plaidoyer incluent les femmes et les groupes marginalisés.
- Encourager le leadership des femmes et des jeunes au sein des OSC et des réseaux de plaidoyer.

Livrables

- Contributions aux rapports sur l'engagement des OSC, leurs activités de suivi et de plaidoyer, ainsi que sur les résultats obtenus aux niveaux central, provincial et local.
- Documentation des initiatives réussies de suivi et de plaidoyer ou d'amélioration de la collaboration entre les OSC et le gouvernement.
- Contributions aux études de cas et leçons apprises pour éclairer l'apprentissage à l'échelle du programme.
- Contributions aux rapports trimestriels et annuels du programme, axées sur l'objectif de résultat 2.

Durée et apport

- 12 mois à compter du début du contrat, avec flexibilité de prolongation conformément à l'approche adaptative PARI-TACS.
- 220 jours, apport estimé jusqu'à 18 jours par mois.

Lieu d'affectation

L'expert(e) provincial(e) en plaidoyer auprès de la société civile et du gouvernement sera basé à Tshikapa (Kasaï) ou dans d'autres provinces où le programme pourrait s'étendre pendant la mise en œuvre, avec des déplacements réguliers à l'intérieur des provinces et au siège du programme à Kinshasa.

Rapports administratifs

L'expert(e) provincial(e) GSGA travaillera sous la supervision du coordonnateur provincial et du chef d'équipe de PARI-TACS basé à Kinshasa. Il travaillera en étroite collaboration avec l'équipe GFP et

l'équipe technique basées à Kinshasa. En outre, il travaillera sous les orientations techniques de l'expert(e) principal(e) CSGA basé(e) à Kinshasa.

Expertise requise

- Diplôme en gouvernance, études du développement, politiques publiques ou discipline connexe.
- Au moins 5 ans d'expérience de travail avec les organisations de la société civile et la gouvernance locale en RDC.
- Solide compréhension de la dynamique de gouvernance provinciale et des processus de décentralisation.
- Expérience en matière de plaidoyer, de responsabilisation et de gouvernance participative ; la connaissance des principes de la GFP aux niveaux provincial et local est un atout.
- Excellentes capacités à promouvoir des pratiques inclusives, notamment en ce qui concerne le genre et les groupes marginalisés.
- Excellentes compétences en matière de facilitation et d'établissement de relations avec les OSC et les acteurs gouvernementaux.
- Maîtrise du français écrit et parlé requise, la connaissance de la langue locale et de l'anglais est un atout.

Candidature

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à soumettre :

- Une lettre de motivation,
- Un CV détaillé incluant les coordonnées de trois références professionnelles.

Les dossiers complets sont à envoyer à : recrutements.paritacs@gmail.com avec en objet : "Expert(e) provincial(e) en plaidoyer auprès de la société civile et du gouvernement".

Pour besoin d'informations supplémentaires, vous pouvez écrire à : info@pari-tacs.com

La date limite pour soumettre votre candidature est fixée au plus tard **le 23 Septembre 2025 à 17h00**.

NB : Les interviews seront organisées au fur et à mesure que nous recevons les candidatures. Donc, n'attendez pas la fin pour soumettre votre candidature.

Fait à Kinshasa, le 29 septembre 2025

The block contains a blue ink signature and a circular official stamp. The stamp features a map of the Democratic Republic of the Congo and the text "REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO", "PARI-TACS", and "KINSHASA".

Équipe Recrutement PARI-TACS

PARI-TACS

✉ 8884, croisement des avenues Plateau et Colonel Ebeya, Immeuble Jonya, C/Gombe Kinshasa, République Démocratique du Congo

☎ +243 833 335 454

💻 info@pari-tacs.com

[Retour à la liste](#)
